



Réunion du conseil d'administration

**Tenue à l'Institut des affaires culturelles de Belgique (ICAB),
Rue Amedée Lynen, 1210 Bruxelles**

28 juin 2024 (9:00-15:00). En face à face et en ligne

Interprétation en : Allemand, Français, Espagnol, Anglais

Minutes - version française

Présents :

Membres du CA : Bengt Larsson, Gwen Pennarun, Katarzyna Stepanowska, Bally Philp, Luis Rodriguez. En ligne : Seamus Bonner, Wolfgang Albrecht, Jeremy Percy.

Autres membres (observateurs) : Macarena Molina

Personnel de LIFE : Marta Cavallé, Christian Tsangarides ; Brian O'Riordan, Claudia Orlandini

Excuses : Christian Decugis, Federico Gelmi

Ordre du jour

- Ouverture et bienvenue par Luis Rodriguez, Secrétaire de LIFE (remplaçant de Christian Decugis, Président de LIFE (absent))
- Principaux points de discussion, présentés par le secrétariat de LIFE
 - o Brève mise à jour par les directeurs de LIFE
 - o Brève mise à jour du travail effectué par le secrétariat
 - o Approbation du rapport financier 2023
 - o Pêche artisanale et parcs éoliens en mer
 - o SSF dans les Conseils Consultatifs (CC)
 - o Réflexion sur les notions de SSF et de faible impact - vers une définition de travail de LIFE
- Autres questions

Réunion

1. Ordre du jour et procès-verbal de la dernière réunion

Luis Rodriguez (LR) présente la réunion 2T du Conseil d'administration, l'ordre du jour et le procès-verbal. Ils sont tous approuvés à l'unanimité par vote à main levée



2. Brève mise à jour

Marta Cavallé (MC) souhaite la bienvenue à tous. Mentionne le décès de John Walsh, de l'île de Bere, et membre de l'IIMRO. Elle souhaite la bienvenue à Claudia. Il n'y a pas d'observateurs parmi les membres qui se joignent à l'assemblée aujourd'hui en tant qu'observateurs.

Luis Rodriguez (LR) décrit la situation difficile dans laquelle travaille Pescartes (pas d'infrastructure à terre, nouveau gouvernement, nouveaux fonctionnaires avec qui traiter, problème de diesel), mais souligne les progrès réalisés sur plusieurs fronts (sensibilisation dans les écoles, ventes directes, tourisme, utilisation de la Moruna (engin de pêche au thon fixe) en dehors de la saison de pêche au thon).

Gwen Pennarun (GP) mentionne le projet de Bloom visant à mener une campagne contre les très gros navires de pêche et les résultats obtenus par l'ancien ministre de la pêche qui a bloqué l'entrée des navires non français dans les eaux françaises. Des sociétés néerlandaises achètent des navires français.

Bally Philp (BP) évoque les prochaines élections au Royaume-Uni, une période relativement calme. Un examen judiciaire des licences de pêche est en cours, mais on ne sait pas exactement quels changements en résulteront.

Bengt Larsson (BL) note que la pêche a peu changé pour lui/le SSF en Suède au cours des 5 dernières années, depuis l'interdiction de la pêche au cabillaud. Cela signifie que la principale pêche d'hiver a disparu et qu'il ne reste plus que des pêches de printemps et d'été courtes et moins productives, ce qui crée des difficultés pour maintenir un revenu tout au long de l'année. Et bien sûr, il ne faut pas oublier les phoques et les cormorans !

Wolfgang Albrecht (WA) se fait l'écho des observations de Bengt. Mentionne le plan en 9 points. Met l'accent sur le développement de l'éolien en mer. Faibles attentes pour l'avenir.

Kasia Stepanowska (KS) souligne le manque de quotas, le manque de coûts, le manque de quotas de harengs ; la destruction des engins par les mammifères marins ; les parasites dans les poissons ; l'article 17 (comme solution) ; le changement climatique et les eaux plus chaudes (les poissons plats migrent vers des eaux plus profondes) ; les pêcheurs doivent pêcher dans des eaux plus profondes (de 20 m à 30 m).

Seamus Bonner (SB) est actuellement au Portugal pour l'AGA de Fish-X ; visite de responsables (Oceana/projet LIFE) ; élections locales, donc briefing des nouveaux conseillers ; fermeture de Pollach ; le carburant est un problème permanent - pas de soutien au carburant en Irlande ; nouveau programme EMFAF ouvert pour les nouveaux bateaux de pêche ; travail avec Abalobi ; participation au groupe de travail sur les énergies renouvelables en mer - beaucoup de mouvement en faveur de l'éolien en mer (pas encourageant) ; projet de décarbonisation - recherche d'un modèle de navire "panga" plus économe en



carburant en provenance du Mexique ; tentative d'obtenir l'attribution d'un quota supplémentaire de maquereau ; inquiétude quant à l'accès des Islandais aux eaux irlandaises (l'Irlande n'a pas la capacité de surveiller ou de contrôler ces navires) ; plans d'action nationaux pour la restauration de la nature.

Jeremy Percy (JP) a déclaré qu'il s'agissait d'un désastre permanent au Royaume-Uni. Il n'y a pas de poissons, de crustacés, de poissons à nageoires, ni de stocks exploitables dans les zones de pêche. Malgré cela, certains bateaux de pêche au crabe pêchent 10 000 casiers. Dans la nouvelle politique, une question clé est de savoir comment traiter les chasseurs à la mouche/senneurs ; comment traiter le changement climatique ; pas d'optimisme, mais travailler avec les universités.

Marta Cavallé (MC) met l'accent sur quelques questions clés : Résultats des élections européennes et prochaines étapes dans les semaines à venir. La loi sur la restauration de la nature a été récemment approuvée, ce qui peut être potentiellement positif, mais il faut en évaluer les détails une fois qu'elle sera publiée. La semaine dernière, la Commission a publié un appel à contribution pour l'évaluation de la PCP, dont la date limite est fixée au 6 septembre. LIFE a suivi et participé à plusieurs initiatives de la Commission, notamment le partenariat pour la transition énergétique, les pêcheurs du futur, le groupe spécial du plan d'action pour le milieu marin, la journée maritime de l'UE et le forum bleu européen (un forum de parties prenantes sur l'économie bleue pour lequel LIFE a été le principal orateur lors des principaux événements). La Commission a également lancé une consultation sur un éventuel vade-mecum sur l'article 17 (à laquelle nous avons répondu). LIFE a également participé à plusieurs campagnes : rendre la pêche équitable, rejoindre Oceana et Client Earth sur la question de la transition énergétique, projet vidéo sur l'article 17 avec Oceana ; participer aux réunions de la Coalition alimentaire européenne et de son groupe de discussion sur la pêche et l'aquaculture, qui pourrait être un groupe de pression intéressant qui suit des processus externes à la commission PECH. Un événement est prévu en octobre 1st des ONG bruxelloises appelé "Ocean's week" (une fois qu'un programme concret aura été convenu, nous le ferons circuler) qui est soutenu par Patagonia. Toutefois, le premier semestre de l'année a été particulièrement occupé par le lancement de quatre nouveaux projets : Rethinking Fisheries, Round Goby, SeaGlow, Fish-X (et explication du contenu principal).

Claudia Orlandini (CO) est heureuse d'être de retour à LIFE, elle se sent chez elle. Elle note que : La lettre d'information est publiée en 11 langues ; le contenu du site web a été réorganisé ; plusieurs campagnes sont en cours (décarbonisation, pêche équitable, impérialisme alimentaire, loi sur la restauration de la nature). Elle a également collaboré avec Oceana à la réalisation d'une vidéo sur l'article 17 et à la mise en route du projet SeaGlow ;

Christian Tsangarides (CT) passe trois jours à Bruxelles pour assister à l'événement BANS cod, au comité exécutif de la BSAC et à la réunion du conseil d'administration. Le projet sur le gobie à taches noires est en cours, et des travaux sur le développement des engins de pêche sont en cours avec la Suède et la



Lettonie. Dans le cadre du projet Velux, CT a participé aux comités consultatifs et s'est penché sur la manière dont la mauvaise utilisation de la science a sapé les pêcheries côtières de la SSF. La science surestime la biomasse des poissons et encourage la mauvaise gestion.

(MC) continue d'expliquer les possibilités de collecte de fonds et certains aspects internes. Le rapport LIFE 2023 est en cours d'élaboration et donnera le coup d'envoi de la cotisation des membres. MC demande si le système de cotisation doit rester le même qu'aujourd'hui et il n'y a pas d'objection. Un nouveau poste d'administrateur/comptable sera bientôt proposé à temps partiel au sein de notre équipe (idéalement au bureau de Bruxelles).

3. Approbation du rapport financier

Le rapport financier pour 2023 a été présenté par le **BOR**. Il a été approuvé à l'unanimité par un vote à main levée et sera donc présenté tel quel au système de gouvernement belge.

4. Pêche artisanale et éoliennes en mer

Le point de l'ordre du jour est présenté par **MC**. Elle évoque les incertitudes concernant l'impact, la nécessité d'évaluations scientifiques indépendantes qui examinent les impacts environnementaux, mais aussi sociaux et économiques. Les effets potentiels sur la compression spatiale et le déplacement. Le manque de participation effective du SSF dans les processus de planification de l'espace maritime. Il existe la directive MSP (directive 2014/89/UE) que nous devons intégrer dans notre travail quotidien. Il n'est pas clair si le SSF sera autorisé ou non car il y a de plus en plus de discours sur le multi-usage, mais il n'est pas clair si cela serait vraiment possible en raison du danger de la navigation et des impacts environnementaux potentiels.

LIFE a commencé à donner la priorité à ce sujet en raison de l'inquiétude croissante de ses membres et a pris quelques mesures. Participation à l'événement Wind Europe à Bilbao, en tant qu'orateur principal au Forum bleu de l'UE, organisation d'une réunion avec Felix Leineman DG Mare et adhésion à l'initiative Rethink Blue qui regroupe de nombreux universitaires travaillant sur le sujet.

La réunion avec la DGMare a mis en évidence plusieurs points : une évaluation du CIEM sur l'impact environnemental, social et économique des énergies renouvelables en mer et des parcs éoliens est prévue, dont les résultats seront publiés au printemps 2025. Une autre étude sur les effets de débordement dans les parcs éoliens. En ce qui concerne la sécurité, des essais sont en cours aux Pays-Bas afin d'évaluer le risque réel et les meilleures pratiques/solutions potentielles. Il existe un groupe d'experts MSP auquel nous pourrions essayer de participer au niveau de l'UE. Il a également indiqué un portail où l'on trouve de nombreuses études, recommandations et orientations sur les questions de MSP, y compris sur l'utilisation multiple.



Le SB souligne l'impact potentiel des infrastructures côtières et de la pose de câbles, outre l'aspect du déplacement, qui affecte clairement les frayères (de harengs). Il est important de défendre les droits de propriété et d'utiliser les lignes directrices du SSF comme principal outil de lutte contre la privatisation.

WA souligne qu'il semble y avoir une tendance à autoriser le SSF, alors que le secteur du chalutage est définitivement exclu.

Diverses préoccupations sont soulevées au sujet des parcs éoliens dans le cadre d'une discussion générale et étendue. Les principales questions soulevées sont les suivantes : puissance du lobby de l'énergie éolienne ; manque de préoccupation et de sensibilisation de la part des structures représentant les pêcheurs, notamment en France où le CNPME a simplement approuvé les propositions de parcs éoliens sans discussion ; question de la compensation pour les bateaux de pêche en mer déplacés lorsque les bateaux de pêche en mer n'apparaissent pas sur la carte (pas encore de système de suivi des bateaux) ; question des droits fonciers traditionnels/légaux des bateaux de pêche en mer ; question du déplacement d'une flotte de bateaux plus importante vers les zones côtières ;

Bally Philp (BP) estime qu'il sera très difficile d'arrêter le développement du parc éolien parce qu'une stratégie a déjà été approuvée et qu'il existe une volonté politique en ce sens. Ce que nous pourrions vraiment faire, c'est nous assurer qu'il y a une bonne évaluation des impacts et des amendements à la conception du projet, que le SSF est en négociation à un stade très précoce, que nous sommes engagés efficacement dans le MSP, que les engins statiques sont autorisés, que les compensations profitent à l'ensemble des pêcheurs et de la communauté et pas seulement à leurs organes représentatifs, et en général proposer un code de conduite et de meilleures pratiques. Nous pensons que l'industrie éolienne serait disposée à adopter ce code de conduite. En ce qui concerne les effets sur l'environnement, il mentionne que dans le cas de l'Écosse, il y a un gros problème avec ces câbles et l'électromagnétisme, car le crabe migre et ne peut pas passer les câbles, par exemple.

LR mentionne que dans leur cas, le fait d'être à côté d'une AMP leur a été bénéfique car le projet de parc éolien a finalement été arrêté, mais cela a déplacé le problème ailleurs dans les environs. LSF acceptera des négociations car ils ont la possibilité de se déplacer ailleurs, ce qui n'est pas le cas pour nous. En Andalousie, il y a de nombreux parcs éoliens sur des terres qui ont finalisé leur service et qui sont maintenant abandonnés. Nous devons faire entendre notre voix pour que cela ne se produise pas et que, lorsqu'il y a une possibilité, les entreprises réutilisent et renouvellent une ancienne concession sur terre et non en mer. Nous devons suivre tout cela de près, mais dans l'ensemble, les pêcheurs bénéficieront de la réduction des factures d'énergie.

Gwen Pennarun (médecin généraliste) Nous n'avons rien vu venir. La décision a été prise il y a longtemps (10 à 15 ans), mais c'est seulement maintenant que nous nous rendons compte que nous sommes concernés. Il est peut-être trop tard



pour s'opposer, mais nous devons négocier pour réduire l'impact, obtenir de meilleures technologies et essayer d'influencer le processus.

BP est d'accord pour que nous modifiions l'exploitation, mais pas pour que nous la supprimions, que nous la câblions à un autre endroit. Nous pourrions utiliser ce processus pour promouvoir une transition juste pour l'industrie, les pousser à financer la décarbonisation de notre flotte, etc. Nous devons faire preuve d'une plus grande fermeté et leur demander de verser 5 % de leurs bénéfices dans un fonds à cet effet, par exemple.

MC propose d'établir un groupe de travail dédié au sein de LIFE (membres du CA et membres volontaires désireux de contribuer) afin de rédiger une déclaration reprenant l'ensemble de nos points de vue et propositions, ce qui est accepté.

5. SSF dans les CA

CT informe la réunion de la situation du SSF dans les AC au sein du BSAC et MC rafraîchit les discussions antérieures qui ont eu lieu lors d'une réunion et par courrier électronique.

SB explique les derniers développements au sein de la SWWAC, où ils ont été empêchés de faire partie du Comité exécutif pour la troisième fois (rd). Ils valorisent le fait de quitter le CA. Des efforts pourraient être faits pour mettre en place un Conseil consultatif du SSF à la place. J'aimerais savoir ce que les autres membres de LIFE pensent de cette proposition.

Discussion générale sur les questions : déséquilibre de la représentation, également les ONGE qui se retirent ; un CA dédié au SSF est-il faisable ? souhaitable ? utile ? à qui incombe la responsabilité de décider de la participation du SSF - EM, CE, CA - attention à ce que cela ne tombe pas entre les deux tabourets.

La discussion débouche naturellement sur le point suivant de l'ordre du jour : trop de termes - comment définir la durabilité ; nécessité de veiller à ne pas réinventer trop de termes ; longueur des navires de plus en plus inappropriée comme critère de gestion de la pêche.

6. Réflexion sur la définition de la SSF et de la pêche à faible impact

MC présente le point en notant qu'il existe au moins deux approches :

- Définition "narrative" basée sur des critères/caractéristiques spécifiques (améliorer la définition de l'engin non remorqué de 12 m)
- l'approche matricielle (développée par la FAO dans le cadre du projet "Hidden Harvests").

MC explique que même si nous avons toujours publiquement approuvé la définition de l'EMFAF, nous avons travaillé en interne sur une approche matricielle



dans le cadre du projet Foodnected qui pourrait servir de base de discussion (avec le modèle de la FAO), de besoin d'affinement et de concrétisation.

BP souligne qu'une question aussi complexe nécessite du temps, plus qu'un après-midi ; il ne faut pas tomber dans le piège d'une simplification excessive ; il faut décider des indicateurs à utiliser ; limiter la définition à l'Europe ; prendre le temps nécessaire - 8 à 12 mois.

Le SB se demande pourquoi nous avons besoin d'une nouvelle définition. Quels sont les avantages ?

Le médecin généraliste doit distinguer ce qui relève de la SSF et ce qui relève du faible impact. Cette approche matricielle pourrait permettre d'y parvenir

JP le parfait est l'ennemi du bien - la définition existante est correcte (moins de 12 mètres, engins non remorqués, n'est-ce pas ? Ne pas confondre la définition du SSF avec les critères/valeurs du PGS/ FoodNected. L'approche matricielle est utile, mais le résultat final est important. Elle permet d'utiliser des critères socio-économiques ainsi que des critères techniques.

Conclusions :

- continuer à utiliser la définition de l'EMFAF de la PCP
- travailler en interne sur l'approche matricielle et sur d'autres moyens de définir le SSF
- rester simple, ne pas trop compliquer, besoin d'une définition à laquelle les pêcheurs peuvent s'identifier ;
- la nécessité d'inclure dans notre définition des critères de nature sociale, environnementale et économique ;
- la définition doit différencier la SSF des autres et mettre en évidence ses avantages

La réunion s'est terminée à 15h00 précises